

1^{er} pays maghrébin et 3^e africain, selon le Pnud

l'Algérie avance au classement sur le développement humain

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4964 - Mercredi 25 décembre 2019 - Prix : 10 DA



PH/D. R.

La mobilisation des citoyens aux côtés des universitaires continue

44^e marche des étudiants, dans la dignité

Page 3

Tunisie, une fin d'année sans gouvernement

Par Mohamed Habili

A bien entendre Habib Jamli, l'homme désigné pour former le nouveau gouvernement tunisien, commenter son échec à former une équipe de coalition, on croirait sans peine que non seulement il s'en est déjà consolé mais qu'il s'est déjà persuadé qu'au fond rien ne pouvait lui arriver de mieux. Du moins à partir de maintenant ne sera-t-il pas obligé, en effet, de faire place dans son équipe à des personnes moins pour leur compatibilité avec lui et pour leurs qualités propres que parce qu'ils lui auraient été imposés par les formations politiques ayant accepté de faire partie de la coalition. Pas plus qu'il ne devrait dorénavant discuter avec ces dernières de demandes en matière de portefeuilles sans commune mesure avec le nombre de députés qu'ils ont pu faire élire aux législatives du 6 octobre. Maintenant du moins est-il libre de s'entourer de gens qu'il choisira lui-même et sur la seule base de leur compétence. Après l'avoir écouté développer cet argumentaire fortement inspiré par la méthode Coué, on n'aura qu'un seul reproche à lui faire, c'est de ne pas y avoir songé plus tôt. A trouver maintenant autant d'avantages à un gouvernement de compétences, par rapport à un gouvernement de coalition, dont le moindre pour celui à qui est confiée la tâche d'en former un n'est pas de s'épargner les diktats de partis qui après tout n'ont pas remporté les législatives, qui les aurait plutôt perdus, il ne fallait gaspiller ni son temps ni son énergie à vouloir en constituer un de cette deuxième nature, de surcroît à peu près à n'importe quel prix.

Suite en page 3

Ahmed Gaïd Salah inhumé aujourd'hui au carré

Le Président Tebboune : l'Algérie pleure l'un de ses défenseurs et grands Hommes



PH/E. Soraya/J. A.

Le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, décédé lundi d'une crise cardiaque, sera inhumé aujourd'hui, au carré des martyrs du cimetière d'El-Alia à Alger, après la prière de Dohr. [Lire page 2](#)

Regain d'intérêt pour les sorties pédestres de montagne

Les randonnées attirent de plus en plus de monde en Kabylie

Page 24

Mila/Patrimoine

Récupération cette année de 780 biens culturels

Page 13

Ahmed Gaïd Salah inhumé aujourd'hui au carré des martyrs à El Alia

Le Président Tebboune : l'Algérie pleure l'un de ses défenseurs et grands Hommes

■ Le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, décédé lundi d'une crise cardiaque, sera inhumé aujourd'hui, au carré des martyrs du cimetière d'El-Alia à Alger, après la prière de Dohr.

Par LOUIZA AIT RAMDANE

Un dernier hommage sera rendu au défunt au niveau du Palais du peuple, avant son inhumation. «Les obsèques débiteront au Palais du peuple, en rendant un dernier hommage au défunt, avant de rejoindre sa dernière demeure au carré des Martyrs au cimetière d'El Alia après la prière du Dohr», indique un communiqué de la présidence de la République. «Il est parmi les croyants des hommes qui ont été sincères dans leur engagement envers Allah. Certains d'entre eux ont atteint leur fin, et d'autres attendent encore, et ils n'ont varié aucunement. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournerons».

Tebboune : l'Algérie pleure l'un de ses défenseurs et grands Hommes

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a rendu hier un ultime hommage au défunt. «Il est, parmi les croyants, des hommes qui ont été sincères dans leur engagement envers Allah. Certains d'entre eux ont atteint leur fin, et d'autres attendent encore, et ils n'ont varié aucunement», a écrit le président de la République. «Un des piliers de l'Etat, a servi l'Algérie avec un sens élevé de sacrifice et de dévouement en étant un modèle pour sa génération, parmi les militaires et les civils, et un exemple à suivre pour les générations futures». «Il était, paix à son âme, un courageux chef militaire, un homme au cœur pur et généreux, un patriote voué au service de sa partie, clairvoyant dans sa gestion et d'une disponibilité inégalée dans sa défense, en toutes circonstances», a souligné le chef de l'Etat. Homme d'honneur et de parole, Ahmed Gaïd Salah était imprégné de convictions nationalistes et de positions républicaines immuables. Il était un homme croyant et pieux, qui n'a jamais varié (ni dans sa foi, ni dans son engagement), a-t-il poursuivi. «Face à cette tragédie, les mots ne peuvent exprimer notre sentiment et nous ne pouvons que nous remettre à la volonté de Dieu». Le Premier ministre par intérim Sabri Boukadoum a qualifié le défunt Ahmed Gaïd Salah, «d'une des sommités et grands hommes de l'Algérie qui ont tenu leurs engagements».

Des chefs d'Etat, personnalités et chefs de partis présentent leurs condoléances

Des présidents des pays arabes, des personnalités nationales, des partis politiques et



Photo: E. Soraya/J.A.

des organisations ont présenté leurs condoléances à l'ensemble des Algériens et à la famille du général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah. Ainsi, le président de la République a reçu aussi un autre message de condoléances du président sahraoui, secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, du prési-

dent égyptien Abdel Fattah Al-Sissi qui a mis en avant le rôle du défunt dans l'organisation de l'élection présidentielle, qu'il a qualifiée d'«expérience démocratique extraordinaire». L'Emir du Qatar, Cheikh Tamim Ben Hamed Al-Thani a adressé également un message de condoléances au président de la République

Abdelmadjid Tebboune. Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), Mohamed Charfi a affirmé que «l'Algérie a perdu un homme hors pair que Dieu a guidé pour sauver l'Algérie pendant les moments difficiles qu'elle a vécus, et accompagner le peuple avec sagesse et clairvoyance

pour atteindre la phase actuelle». Pour sa part, le directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Bouhlegel a qualifié le défunt de «personnalité nationale qui a voué sa vie au service de sa patrie». Le directeur général de la Sécurité nationale (DGSN) Khelifa Ounissi a salué mardi dans un message de condoléances la clairvoyance du défunt général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah. Les groupes parlementaires du parti du Front de libération nationale (FLN), de l'Union Nahda-Adala-Nina et des indépendants à l'Assemblée populaire nationale (APN) ont présenté leurs condoléances à la famille du défunt et à l'ANP, lesquelles ont perdu «à la fois le père, le dirigeant et le militant», ainsi qu'au peuple algérien qui «perd avec sa disparition un homme qui l'a soutenu lors de son hirak pacifique et mené son pays à bon port». En cette douloureuse circonstance, les partis Tajamout Amel El Jazair (TAJ), le Mouvement El-Islah, Talaie El-Houriyet, Fajr el-Jadid (PFJ), Jil Jadid, le Renouveau algérien (PRA), le Rassemblement algérien (RA) ont adressé, à la famille et aux proches du défunt, leurs sincères condoléances.

L. A. R.

1^{er} pays maghrébin et 3^e africain, selon le Pnud

L'Algérie avance au classement sur le développement humain

Impliquant, entre autres, le niveau d'éducation de la population, la santé et les revenus, l'Algérie vient d'être classée 1^{er} pays maghrébin et 3^e pays africain ayant un indice de développement humain «élevé». Au plan mondial, elle se positionne à la 82^e place sur 189 pays notés par le Programme des Nations unies pour le développement.

A ce titre, au niveau maghrébin, dans sa 26^e édition du rapport intitulé «Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent : les inégalités de développement humain au XXI^e siècle», le Pnud a classé l'Algérie à la 82^e place au niveau mondial devançant ainsi respectivement la Tunisie, placée au 91^e rang, la Libye à la 110^e, le Maroc au 121^e rang avec un IDH «moyen» de 0,676 et enfin la Mauritanie qui elle, a occupé la 161^e place mondiale. Au plan continental, le même rapport annuel du Pnud positionne l'Algérie derrière les Seychelles qui ont occupé le 62^e rang mondial avec un IDH «très élevé» et l'Ile Maurice au 66^e rang mondial. Selon les données contenues dans ce rapport, publié sur le site Web du Pnud, 10% de la population africaine monopolisent 30% à 35% des revenus du continent. Ces chiffres restent moins élevés que ceux de l'Asie (40% à 55%) ou des Amériques (45% à 55%). Dans ce contexte, le rapport note que les revenus perçus par les 10% «les plus riches» représentent 37% des revenus en Algérie et 65% des revenus en Afrique du Sud, tandis que ceux perçus par les 40% «les plus pauvres» ne dépassent pas 14% de l'ensemble des revenus en Algérie et environ 4% des revenus en Afrique du Sud. A ce propos, ledit rapport souligne que l'Afrique australe est la région la plus «inégalitaire» du continent, tandis que l'Afrique du Nord et de l'Ouest sont



les «moins inégalitaires». Quant au niveau arabe, l'Algérie vient en 7^e position, devancée par les Emirats arabes unis placés à la 35^e place mondiale, l'Arabie saoudite à la 36^e place, le Qatar au 41^e rang, le Bahreïn au 45^e et enfin le Sultanat d'Oman à la 47^e place alors que le Koweït, lui, occupe le 57^e rang.

A l'échelle mondiale, l'Algérie a été classée dans la catégorie des IDH élevés à la 82^e place sur 189 pays notés par le Pnud, avec un indice de 0,759, gagnant ainsi trois places par rapport au classement de 2018 (85^e). Notons que dans cette catégorie, la tête du classement mondial est respectivement occupée par la Norvège et la Suisse respectivement au 1^{er} et au 2^e rang. Le Burundi, le Soudan du Sud, le Tchad, la République centrafricaine et le Niger viennent en bas de ce classement et occupent

respectivement les 185^e, 186^e, 187^e, 188^e et 189^e rangs. Notons que le classement du Pnud sur les IDH évalue essentiellement le niveau de développement humain des pays en se basant sur plusieurs données, impliquant, entre autres, le niveau d'éducation de la population, la santé et les revenus. Aussi, quatre catégories de pays sont dressées dans sa classification, entre les pays à développement humain faible, c'est-à-dire inférieur à 0,550, les pays à développement humain moyen calculé entre 0,550 et 0,699, et enfin les pays à développement humain élevé qui lui est compté entre 0,700 et 0,799. Alors que la dernière catégorie concerne les pays à développement humain très élevé dont les IDH sont supérieurs à 0,800.

Meriem Benchaouia

La mobilisation des citoyens aux côtés des universitaires continue

44^e marche des étudiants, dans la dignité

■ Finalement, le 44^e mardi des étudiants a bien eu lieu à Alger et d'autres villes du pays. En effet, au lendemain du décès du chef d'état-major, Ahmed Gaïd Salah, et à la veille de son enterrement, des centaines d'étudiants ont investi la rue pour réitérer leurs revendications.



Par Thinhinene Khouchi

Contrairement à ce qui s'est dit sur les réseaux sociaux, la marche des étudiants de ce mardi 24 décembre 2019 a bien eu lieu et pour le 44^e mardi consécutif, des milliers d'étudiants rejoints par des citoyens sont sortis dans des marches pacifiques à Alger et dans plusieurs wilayas du pays pour réitérer leur appel à «la libération des détenus d'opinion, exigé le départ de la «issaba» et «l'instauration d'un Etat de droit». Cette marche a eu lieu au lendemain du décès du chef d'état-major, Ahmed Gaïd salah à l'hôpital de Ain Naâdja à Alger, et à la veille de son enterrement prévu aujourd'hui (25 décembre) au cimetière d'El Allia. A ce propos, les marcheurs ont scandé « Gaïd Salah Allah yerahmou»

(Gaïd Salah, paix à son âme). Les étudiants qui se sont déplacés des différentes universités de la capitale et des citoyens venus les soutenir ont effectué leur marche habituelle. Dès 10h, les manifestants ont commencé à se rassembler au niveau de la Place des martyrs pour ensuite atteindre le centre-ville. Pacifiques et arborant l'emblème national, les marcheurs ont réclamé un changement radical du système politique en Algérie. Ils ont scandé des slogans exigeant «la libération des détenus d'opinion, l'instauration d'un Etat de droit, la poursuite du jugement des personnes impliquées dans le détournement des deniers publics, la récupération des fonds pillés». Les étudiants, moins nombreux que les mardis précédents, ont scandé «Le peuple est déterminé à pour-

suivre le hirak jusqu'à l'instauration d'un Etat de droit et de liberté d'opinion».

«Makanch marche arrière» (pas de marche arrière) et «on veut l'application des articles 7 et 8 et rendre le pouvoir au peuple». Ils ont aussi réaffirmé leur attachement à leur mouvement et aux revendications du hirak et exigé la poursuite de la lutte contre la corruption, et l'indépendance de la justice et de la presse. Cette nouvelle marche des étudiants à Alger a été marquée par un dispositif sécuritaire, mais qui n'a pas eu à «intervenir». Les manifestants ont exprimé leur attachement à leurs revendications allant toutes dans le sens de donner les responsabilités à des figures qui «n'ont aucune relation avec l'ancien régime» et «la restitution de la souveraineté au peuple, source

de tout pouvoir». Les participants à cette 44^e marche des étudiants ont aussi scandé «l'Algérie libre et démocratique» «silmya silmya, matalibna char'ya» (pacifique, pacifique nos revendications sont légitimes), «rana talbin el hourya w jazayer dimocratya» (on demande la liberté et une Algérie démocratique). Enfin, une marche similaire a eu lieu à Béjaïa où des centaines d'étudiants se sont rassemblés au sein même de l'université Abderrahmane-Mira, avant de partir sillonner les rues de la ville suivant l'itinéraire habituel de la marche. Les citoyens ont rejoint les étudiants pour réitérer les slogans habituels du hirak, à savoir la libération des détenus d'opinion, l'indépendance de la justice, le départ des anciens symboles du système. T. K.

Programme d'intégration de l'aquaculture à l'agriculture

Plus de 500 bassins d'irrigation agricole concernés

Au moins 500 bassins d'irrigation agricole et retenues collinaires sont concernés par le programme d'intégration de l'aquaculture à l'agriculture, dans la wilaya de Boumerdès, a-t-on appris, mardi, auprès du directeur de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya.

«La mise en œuvre de ce programme, dont le lancement est intervenu en 2018, s'étendra jusqu'en 2025», a indiqué à l'APS Kadri Cherif, soulignant, qu'il englobera plus de 360 agriculteurs de la wilaya (propriétaires de bassins d'irrigation agricole), activant dans différentes filières.

Le responsable a fait part de l'ensemencement, ce jour, de près de 120 bassins d'irrigation

agricole, avec plus de 70 000 alevins de poissons et 1 500 larves de poissons, au moment où plus de 150 agriculteurs concernés, par cette opération, ont bénéficié d'un programme de formation adapté, au niveau d'établissements de formation professionnelle de la wilaya, a-t-il fait savoir.

Toujours au titre des efforts visant la consécration des objectifs de ce programme national de développement de l'aquaculture à travers l'exploitation des opportunités offertes par le secteur agricole, M. Kadri a signalé l'octroi, ces dernières années, de plus d'une vingtaine d'aides en la matière à des paysans et exploitations agricoles individuelles et collectives, en vue de

procéder à l'ensemencement de près de 100 000 alevins dans leurs bassins d'irrigation agricole, a-t-il, ajouté. Il a également fait part, au titre de ces mêmes efforts visant, aussi, la préservation de la diversité biologique, et partant la promotion du tourisme, du lâchage de près de 10 000 alevins de poissons, au barrage Keddara Bouzegza, l'un des plus grands plans d'eau du Centre du pays. Selon M. Kadri, la dernière opération du genre, à l'échelle de la wilaya, a été réalisée en 2013, avec l'ensemencement de 950 000 alevins au niveau d'une ferme d'élevage aquacole de poissons en cages flottantes, mise en exploitation, par un particulier, dans la baie de Zemmourî, à l'Est de

Boumerdès.

Plus de 200 000 autres alevins de poissons ont été ensemencés, en 2011, dans 20 plans d'eau de la wilaya, a-t-il en outre, rappelé.

Assurer des revenus supplémentaires aux agriculteurs et accroître la production piscicole, synonyme d'une baisse des cours du poisson sur les marchés, sont les deux principaux objectifs attendus de ces opérations, dont l'intérêt écologique est aussi prouvé au niveau des sites abritant ce type d'élevage aquacole, considérant que le poisson est un «agent dépollueur» des milieux aquatiques, relève-t-on à la direction de la pêche et des ressources halieutiques. Lyes F.

LA QUESTION DU JOUR

Tunisie, une fin d'année sans gouvernement

Suite de la page une

Il est vrai qu'on n'aurait pas cru a priori que cela serait à ce point difficile eu égard à la culture de compromis dont la classe politique tunisienne est créditée de tout temps, en particulier quand elle est comparée à son homologue algérienne. En fait, le seul consensus manifeste au sein des partis ayant plus ou moins tiré leur épingle du jeu aux législatives de cette fin d'année, c'est de faire en sorte de ne pas devoir quérir à nouveau les suffrages des électeurs. Ce qu'ils ont obtenu lors de ces législatives l'a été en effet si péniblement qu'aucun de leurs élus respectifs n'a envie de remettre son siège en jeu, au motif qu'un gouvernement de coalition s'avère infaisable. Reste maintenant à savoir si l'alternative, c'est-à-dire le gouvernement de compétences, relève elle par contre de l'ordre du possible. Et si elle l'est, est-elle viable ? Un gouvernement de compétences qui aurait le soutien d'une majorité à l'Assemblée, n'est-ce pas un gouvernement de coalition qui ne dirait pas son nom ? Il en tiendrait lieu en tout cas s'il était à même de faire passer les lois dont il a besoin pour mettre en œuvre son programme. Le cas échéant ce serait bien la première fois qu'on verrait un gouvernement sans couleur politique réussir aussi bien qu'un gouvernement appuyé sur une large majorité monopartisanne. Si néanmoins Habib Jamli parvenait à en former un et qui tienne la route, n'est-ce pas par là même déconsidérer, peut-être définitivement, toute la classe politique, et sinon dans l'absolu du moins dans la forme qui est la sienne aujourd'hui ? Il n'est pas de tout évident que cela soit dans l'intérêt d'Ennahda, dont la victoire aux législatives n'aura alors servi à rien. M. H.

Eradication des sacs en plastique

100 000 sacs en papier à distribuer aux boulangers

■ *Quelque 100 000 sacs en papier seront distribués, durant le premier trimestre de 2020, aux boulangers à travers le pays dans le cadre de la campagne nationale contre l'utilisation des sacs en plastique, a-t-on appris lundi auprès du président de la Fédération nationale des boulangers (FNB), Youcef Kalafat.*

Par Amel K.

S'exprimant à l'occasion de la participation de la FNB à la 28^e édition de la Foire de la production nationale au Palais des expositions des Pins maritimes (Safex), M. Kalafat a fait état de la production, dans un premier temps, de pas moins de 100 000 sacs en papier pour les distribuer aux 7 200 boulangeries à travers le pays, et ce, en vue d'éradiquer le phénomène d'utilisation des sacs plastiques pour l'emballage des produits de large consommation, notamment le pain. La FNB prendra en charge la distribution de ces sacs en s'appuyant à ses bureaux à travers les 48 wilayas pour la coordination avec les propriétaires des camions de distribution de la farine, a-t-il expliqué. Concernant les quantités à distribuer à travers chaque wilaya, M. Kalafat a précisé que la FNB prendra en compte le nombre des boulangeries dans chaque wilaya pour déterminer les quotas, rappelant que la wilaya d'Alger occupe la première place au niveau national avec 630 boulangeries, suivie d'Oran avec 540 boulangeries puis El-Oued avec 370 boulangeries. Pour ce qui est des wilayas isolées, notamment dans le Sud, M. Kalafat a fait savoir que les sacs en papier seront déposés au niveau des minoteries centrales. Cette opération sera entamée à Alger et Blida avant sa générali-



Ph. > D. R.

sation aux autres wilayas dans un délai ne dépassant pas le premier trimestre de 2020, a assuré le président de la FNB.

L'usage du sac en papier sans incidence sur le prix du pain

Par ailleurs, M. Kalafat a indiqué que l'utilisation des sacs en papier n'aura aucun impact sur le prix du pain d'autant que ces sacs seront offerts à titre gracieux, aussi bien aux boulangers qu'aux citoyens.

Concernant la formule de financement de ce projet, il a fait savoir que le Groupe Tonic s'est dit prêt à produire ces sacs, pour peu que les coûts de production soient assurés par d'autres opérateurs économiques à l'image des propriétaires de minoteries et les importateurs de la levure boulangère. A ce propos, M. Kalafat a déclaré que trois sociétés de production ont affiché leur disponibilité à financer ces sacs en papier à la condition les boulangers s'engagent à l'utilisation de la matière première qu'elles pro-

duisent». Un boulanger consacre au quotidien 1 400 DA à l'achat des sacs en plastique, hors dépenses afférentes, et sans parler de leur mauvaise qualité et de leur nocivité pour la santé et l'environnement, a-t-il ajouté. Par ailleurs, M. Kalafat, a affirmé que la wilaya d'Alger qui recense 630 boulangeries faisait face à plusieurs difficultés » entravant l'ouverture de nouvelles boulangeries tant au centre-ville qu'à travers les nouvelles cités, d'autant que les locaux commerciaux disponibles au niveau des nouvelles

villes, dont Sidi Abdallah et Ain El Malha ne remplissent pas les conditions d'exercice de l'activité de boulangerie, notamment l'espace étroit, l'absence de l'aération et le désagrément éventuel pour les habitants. Rappelant, dans ce cadre, que le coût d'ouverture d'une boulangerie avoisinerait les 8 millions DA, il a exprimé le souhait de voir les jeunes investir ce créneau dans le cadre des formules d'appui à la micro-entreprise, récemment dégelée.

A. K./APS

El-Oued/Rétrospective 2019

Le nouveau poste frontalier de Taleb-Larbi ouvre de grandes perspectives dans le Maghreb

Le nouveau poste frontalier de Taleb-Larbi (84 km Est d'El-Oued), aux frontières avec la Tunisie, entré en service en juin 2019 et considéré comme le plus important dans la région du Maghreb, se veut une vitrine économique, touristique et culturelle du pays et affiche à ce titre de grandes perspectives. Conçu et réalisé selon les standards internationaux, ce poste, localisé à 5 km de l'ancien poste éponyme, figure parmi les importantes infrastructures dont a bénéficié la wilaya d'El-Oued, dans le cadre d'une vision et d'une stratégie des pouvoirs publics visant à donner une impulsion au développement des régions frontalières du Sud, selon le bureau d'études techniques et économiques de Batna (antenne d'El-Oued), auquel a été confié sa conception architecturale. L'objectif étant d'en faire un véritable acquis aussi bien pour les communes de la wilaya d'El-Oued que des wilayas limitrophes, que ce soit au Sud ou dans les Hauts-plateaux, compte tenu de

son impact sur la dynamique de développement, à commencer par le domaine touristique, vu que le poste de Taleb-Larbi a jusque-là été un poste de transit de voyageurs avant de le convertir en centre de transit commercial (avec ultérieurement la perspective de créer une zone de libres échanges commerciaux), a expliqué la source. Réalisé sur une superficie de 12 hectares, pour un coût de 872 millions DA, au titre du programme complémentaire de soutien à la croissance (étude et réalisation), le poste en question renferme plusieurs structures et services, dont un centre de procédures de circulation (entrées et sorties), l'administration des Douanes et de la Police des frontières, une résidence des cadres, un centre d'orientation touristique, un salon d'honneur, un hangar de vérification, un hangar des saisies, un scanner et autres. Il dispose aussi, pour offrir les bonnes conditions socio-professionnelles à ses personnels, une base de vie de 36 chambres (120 places) pour

les agents douaniers, une autre de 48 chambres (114 places) dans l'aile réservée à la Police, en plus de terrains de sports et de foyers de détente, a ajouté la source. La nécessité de disposer d'un poste frontalier aux normes internationales s'est faite pressante pour la wilaya d'El-Oued, du fait d'une hausse des flux de voyageurs vers et de la Tunisie avec laquelle elle partage quelques 300 km de frontières. Le poste frontalier terrestre de Taleb-Larbi étant de plus susceptible d'ouvrir de larges perspectives de coopération algéro-tunisienne, notamment dans les domaines touristique et économiques, adossés à la dimension socioculturelle commune des deux pays, déjà au centre d'accords de partenariat entre les wilayas voisines d'El-Oued (Algérie) et de Tozeur (Tunisie). Les accords de jumelage et de partenariat décentralisés conclus entre les deux pays (représentés par les walis d'El-Oued et de Tozeur), ont donné une impulsion au projet de réalisation de ce poste frontalier

pour le mettre en exploitation et accompagner la dynamique de coopération bilatérale dans le sillage des accords bilatéraux amorcés en 2015 et couvrant quatre grands chapitres, à savoir l'Agriculture, l'Industrie, la Culture et le Tourisme et l'Artisanat.

Une structure appelée à constituer une plateforme aux exportations

En plus d'être un poste frontalier terrestre de voyageurs, il est prédestiné à s'imposer comme centre de transit commercial et une plateforme aux exportations des productions locales, issues notamment de l'agriculture et des industries de transformation, comme souhaité par de nombreux investisseurs agro-industriels, qu'ils soient de la wilaya d'El-Oued ou d'autres régions du pays, notamment du Sud et des Hauts-Plateaux, a affirmé le vice-président de la Chambre de commerce et d'Industrie CCI-Souf, Djamel Chelghoum. L'important développement

enregistré par la wilaya d'El-Oued dans diverses spéculations agricoles, notamment la production de primeurs, l'habilité à se positionner comme une région exportatrice, via le poste frontalier de Taleb-Larbi justement, vers la Tunisie et de là vers d'autres marchés, a estimé, de son côté, Ali Hamda, membre du conseil d'administration de la Chambre d'Agriculture d'El-Oued, et patron d'une unité de conditionnement de dattes. Sur un autre registre, et concernant la gestion des flux de voyageurs, la réalisation du nouveau poste a contribué à remédier sensiblement aux désagréments des files d'attente, mais aussi à améliorer grandement les prestations offertes qui ont été par le passé à l'origine de diverses protestations, car en-deçà des attentes. Ceci, sans compter sa contribution à la promotion des destinations touristiques d'El-Oued ainsi que d'autres régions du pays présentant des potentiels touristiques et naturels divers, ainsi qu'un dense patrimoine immatériel et artisanal.

Hania Y.

Port d'Oran

De nouveaux produits sur la liste des exportations hors hydrocarbures

■ En 2019, les exportations hors hydrocarbures à partir du port d'Oran ont connu une évolution, après l'intégration de nouvelles marchandises sur la liste des produits connaissant une demande sur les marchés internationaux.

Par Salem K.

L'exportation de ces nouveaux produits a permis d'enregistrer une hausse relative dans les revenus des exportations hors hydrocarbures, en attendant une «évolution exponentielle» des recettes avec davantage d'exportations par les producteurs. La valeur globale des exportations réalisées durant les 9 premiers mois de l'année 2019 a atteint plus de 393 millions USD et 13 millions d'euros, ce qui représente une



PH.D.R.

légère augmentation par rapport à la même période de l'année écoulée, estimée à 366 millions USD et 29 millions d'euros, selon les statistiques de la direction de wilaya du commerce. Ces exportations hors hydrocarbures comprennent le sucre, les dattes, le poisson congelé, les déchets de papier et de plastique issus de la récupération, les structures métalliques, les acides, la margarine et le plâtre ainsi que l'hélium, l'urée, l'ammoniaque, les peaux, le marbre, la laine, les

ustensiles en plastique, les articles de maison et le rond à béton, entre autres.

A l'assaut des marchés mondiaux

L'activité de l'exportation hors hydrocarbures à partir d'Oran a été caractérisée en 2019, par une «offensive» visant les continents américain et européen pour commercialiser des marchandises d'excellente qualité, à l'instar des structures métalliques et

l'acier. Ces opérations ont également connu, pour la première fois en Algérie, l'exportation des grandes canalisations vers la Belgique, à partir du complexe sidérurgique «Tosialy» de Bethioua (Est d'Oran). Ces canalisations sont utilisées dans la réalisation des ports et d'autres projets. Le même complexe a exporté, à partir des ports d'Oran, d'Arzew et de Mostaganem de l'acier renforcé vers le Canada et les USA, sachant que ce dernier pays a déjà réceptionné une pre-

mière cargaison d'acier renforcé, fin 2018. De son côté, le groupe «Lafarge Holcim Algérie» a exporté, au cours de la même période, et pour la première fois, du ciment blanc produit au complexe d'Oggaz (Mascara) à partir du port d'Oran vers le port de Cap Town, en Afrique du Sud. Le même bilan dressé par la direction du commerce a montré que la région arabe et l'Europe sont les destinations les moins intéressées par les marchandises exportées à partir d'Oran. Sur les 393 millions USD et les 13 millions d'euros, représentant la valeur globale des exportations à partir du port d'Oran, seuls 32 millions USD et 11 millions d'euros de marchandises ont été exportés vers les pays européens, ainsi que 6 millions de dollars et moins d'un million d'euros vers les pays arabes, selon la même source. La valeur des exportations hors de ces deux zones a atteint plus de 355 millions de dollars et environ 2 millions d'euros. Des marchandises ont été également commercialisées dans quelques pays africains, les USA, le Mexique, le Canada, l'Argentine, la Chine, la Turquie, l'Inde, la Colombie, la Nouvelle-Zélande et l'Uruguay.

S. K. / APS

Prix

Le pétrole à plus de 66 dollars à Londres

Les prix du pétrole avançaient doucement hier en cours d'échanges européens, portés par les annonces d'une trêve dans la guerre commerciale sino-américaine et de coupures supplémentaires de production des

membres de l'Opep.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 66,63 dollars, en hausse de 0,36% par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril américain de WTI pour le

même mois gagnait 0,32%, à 60,65 dollars. La veille, l'or noir avait clôturé en légère hausse, de 0,13% pour le WTI et de 0,38% pour le Brent. «Le pétrole est en légère hausse ce matin, aidé par le sentiment favorable d'un

accord commercial entre les Etats-Unis et la Chine», a commenté David Madden, analyste. Un accord commercial entre les deux grandes puissances mondiales a été annoncé le 13 décembre, après près de deux

ans de guerre commerciale féroce à coups de droits de douane punitifs fragilisant l'économie mondiale. L'administration Trump compte signer cet accord «début janvier», selon le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin.

«Les coupures (de production) supplémentaires des pays de l'Opep qui doivent commencer le mois prochain soutiennent également le marché» de l'or noir, a ajouté M. Madden. Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs partenaires, dont la Russie, ont annoncé le 6 décembre à Vienne s'être entendus pour réduire leur production d'au moins 500 000 barils par jour (mbj) supplémentaires afin de soutenir les cours du brut. Cette réduction va porter l'effort total de limitation de l'offre à 1,7 million de barils par jour pour l'ensemble du groupe de 24 pays et sera effective au 1er janvier.

Malek Y. /

Pour reprendre la production pétrolière dans une zone partagée

Accord Arabie saoudite-Koweït

L'Arabie saoudite et le Koweït ont signé mardi un accord pour la reprise, après cinq ans d'interruption, de la production de deux champs pétroliers dans une zone qu'ils se partagent, a annoncé le ministre koweïtien du Pétrole. L'accord porte sur «la reprise de la production dans la Zone partagée», appelé aussi Zone neutre, a écrit sur Twitter le ministre Khaleed al-Fadel, qui n'a pas précisé la date de reprise de la production. L'agence de presse officielle koweïtienne Kuna a

rapporté pour sa part que les deux pays avaient aussi signé un accord additionnel à des accords ultérieurs de démarcation des frontières terrestre et maritime dans la Zone neutre. L'agence n'a pas non plus donné de détails sur le contenu du nouvel accord. Les deux champs pétroliers pompaient quelque 500 000 barils par jour (bpj) avant que la production ne soit arrêtée, d'abord dans le champ de Khafji en octobre 2014, puis celui de Wafra quelques mois plus tard,

en raison d'un différend entre les deux voisins. Ryad avait alors mis en avant des questions environnementales pour justifier l'arrêt de la production. Le pétrole produit dans cette zone frontalière est partagé à parts égales entre l'Arabie et le Koweït. Khafji, un champ offshore, était exploité conjointement par Kuwait Gulf Oil Co (KGOC) et Saudi Aramco Gulf Operations, tandis que le champ terrestre Wafra était exploité par KGOC et Saudi Arabian Chevron. Les deux pays

négoçient depuis juin 2015 pour résoudre ce conflit et reprendre la production. L'accord de mardi intervient alors que les prix du pétrole sont sous pression en raison de l'abondance des réserves et de la faible croissance économique mondiale. Cette situation a incité l'Opep et ses alliés à accroître ses réductions de production à partir du mois prochain. L'Arabie saoudite pompe un peu moins de 10 millions bpj et le Koweït environ 2,7 millions bpj.

A. O.

Dans un contexte de ralentissement économique

Le FMI appelle l'Inde à une action «urgente»

Le gouvernement indien devrait prendre des mesures urgentes pour redresser une économie qui a été l'un des moteurs de la croissance mondiale, a déclaré le Fonds monétaire international (FMI). La baisse de la consommation et des investissements et la baisse des recettes fiscales se sont conjuguées à d'autres facteurs pour

freiner l'une des économies à la croissance la plus rapide au monde, a indiqué le FMI dans son rapport annuel publié lundi, notant que «pour faire face à la récession actuelle et ramener l'Inde sur une trajectoire de croissance élevée, il faut mener des mesures politiques urgentes». L'expansion économique enregistrée ces dernières

années a été très rapide, faisant sortir des millions de personnes de la pauvreté, constate le FMI, notant cependant, que la troisième économie de l'Asie est désormais confrontée à des risques tant endogènes, à savoir déficits budgétaires et retards dans les réformes structurelles, qu'exogènes, tels que la hausse des prix du pétrole, la forte aug-

mentation des primes de risque sur les marchés financiers mondiaux ou encore le protectionnisme mondial. En octobre dernier, le FMI avait déjà révisé à la baisse ses perspectives de croissance pour l'Inde en 2019 à 6,1% (-0,9 point) et pour 2020 (-0,2 point à 7%). La Banque centrale avait réduit, le 5 décembre, ses prévisions de croissance

annuelle pour 2019-2020 à 5%, contre 6,1% annoncé auparavant, et décidé de maintenir son principal taux directeur à 5,15%. L'économie de l'Inde a progressé à son rythme le plus lent depuis 2013 au cours de la période juillet-septembre, tombant à 4,5% contre 7,0% il y a un an, selon les données du gouvernement.

R. E.

Saïda

Relogement de plus de 1 470 familles en 2019

■ Plus de 1 473 familles vivant dans du vieux bâti dans la ville de Saïda ont été relogées depuis le début de l'année en cours dans des logements décentes dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire (RHP), a-t-on appris du chef de daïra de Saïda, Saïd Khelil.

Par Nassima A.

Les bénéficiaires de ce programme ont été relogés dans de nouvelles cités dans le cadre de l'extension des pôles urbains de la ville, dont les cités «El moudjahid», «Makhlouf Bendida» et «Arkoubi Abdellah» et celle des 1 200 logements dans le quartier de Boukhors. L'opération a permis de résorber 90 pour cent des bidonvilles au sein du tissu urbain de Saïda, ainsi que de permettre à ses habitants de bénéficier de logements décentes disposant de toutes les conditions de vie décente, selon la même source. Les vieilles bâtisses situées dans plusieurs sites, tels que «Dhar Echikh», «Boukhors», «Sersour» et «Amros» ont été démolies. Pour éviter le phénomène d'exploitation de ces espaces d'habitat anarchiques, les autorités locales ont mobilisé des moyens et capacités humains et matériels "importants" pour accélérer la démolition de ces habitations précaires. Il est prévu de récupérer ces assiettes après la démolition du vieux bâti pour la réalisation de projets de logements sociaux selon différentes formules. Par ailleurs, une opération de réalisation de plus de 4 000

logements publics locatifs est en cours à Saïda, qui seront livrés au cours des années 2020 et 2021, selon le chef de daïra. Au début de 2020, plus de 2 000 logements locatifs publics seront distribués à Saïda, selon M. Khelil. Une commission a étudié des dossiers au niveau de la daïra de Saïda. Sur plus de 14 000 demandes, pas moins de 4 000 ont été déposées. A rappeler que 3 137 logements LPL ont été distribués en 2019 à Saïda, selon la direction de l'habitat.



Djelfa

Des projets pour l'amélioration du cadre de vie des habitants d'El Guernini

La commune d'El Guernini, à environ 80 km au nord de Djelfa, est actuellement le théâtre de la réalisation de nombreux projets de développement visant l'amélioration du cadre de vie de ses habitants, a-t-on appris auprès du président de cette collectivité locale. Ces projets, au nombre de 12, ont été affectés d'une enveloppe de près de 300 millions de DA, au titre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, pour l'exercice 2019, a indiqué Abdelkader Dibes. Il a cité parmi ces opérations, dont certaines ont fait l'objet d'une visite d'inspection du wali Toufik Dhif, le bitumage d'un axe de 10 km de

la route reliant la commune d'El Guernini à Ain Ouessara, pour une enveloppe de 70 millions de DA, et dont le «chantier est en cours de parachèvement», a-t-il dit. A cela s'ajoute, le projet de revêtement avec un tapis synthétique du stade communal, pour une enveloppe de réalisation de 32 millions de DA. «Une fois opérationnel, la structure sera d'une contribution certaine dans le développement de la pratique sportive de proximité dans la région», a ajouté le même responsable. Une dotation de 23 millions de DA a été, en outre, affectée au parachèvement de la 3ème tranche du projet de réalisation du siège de

la commune, attendu à la réception dans un mois, est-il signalé. Une attention particulière a été, aussi, accordée à l'ouverture de pistes au niveau de cette commune rurale de 5 500 âmes, dans un objectif d'amélioration des conditions de vie de sa population. A noter que le chef de l'exécutif de la wilaya a effectué, durant cette semaine, une visite d'inspection d'un nombre de ces projets en cours de réalisation, dans cette localité, où il a, également, eu l'opportunité d'écouter les doléances des citoyens.

Samy Y.

Tlemcen

L'expérience de production des lentilles a donné des résultats probants

L'expérience de production et de développement de la culture des légumineuses dont notamment les lentilles à travers la wilaya de Tlemcen a donné lieu, au cours de la saison agricole de l'année écoulée, à des résultats probants, a-t-on appris lundi du directeur des services agricoles (DSA).

Avec une superficie semée

en lentilles de l'ordre de 300 hectares et une production totale de 4 200 quintaux, «ce résultat est motivant pour continuer à développer et à étendre les superficies des légumineuses au niveau de la wilaya de Tlemcen à 340 hectares pour la prochaine campagne, dans le but de conforter la wilaya dans sa

position de leader au niveau national dans la production des légumineuses», a souligné Yacheur Mohamed.

La direction des services agricoles de la wilaya de Tlemcen, au regard de la grande mobilisation des agriculteurs adhérents à cette opération, continuera à les accompagner dans différentes phases

de cette culture en mettant à leur disposition les intrants (semences, engrais et produits de traitement), a-t-il assuré. Par ailleurs et dans l'optique de redynamiser la production des semences de la pomme de terre à travers la wilaya de Tlemcen, un programme ambitieux a été mis en place par la DSA avec le concours du

conseil interprofessionnel, a fait savoir le DSA, rappelant, à ce titre que, la wilaya fut durant les années 2000, le premier fournisseur de semences de pomme de terre à la wilaya d'El Oued.

Cette production couvrirait à l'époque plus de 3 000 ha pour atteindre, dans les dix dernières années, plus de 200 ha. L'objectif pour le nouveau programme est d'arriver en première phase à 3 000 ha et plus. A noter que la wilaya compte de nombreux opérateurs qui ont un savoir-faire avéré dans ce domaine dans des zones à fortes potentialités de production telles que Maghnia, Remchi, Bensekrane et Sidi Abdelli, a-t-il conclu.

Amira Y.

Oran

Réalisation de 36 km de réseaux de gaz de ville aux nouvelles cités d'habitation

Des réseaux de 36 kilomètres de gaz de ville ont été réalisés cette année dans la wilaya d'Oran au profit des nouvelles cités d'habitation, a-t-on appris de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (SDO) d'Es Sénia. Ces réseaux ont été réalisés au niveau des cités AADL et de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) du nouveau pôle urbain «Ahmed Zabana» de Misserghine et des zones industrielles réparties à travers la wilaya. La direction de la distribution de l'électricité et du gaz d'Es-Sénia a mis en place un programme pour l'année prochain

ne pour changer 11,7 km de canalisations de distribution du gaz de ville sachant qu'il a été procédé l'année dernière au changement de 8 km de ces canalisations. Il est prévu l'année prochain

la réalisation de plus de 3,5 km de ce réseau vital à travers 24 communes sachant que le gaz de ville de la wilaya d'Oran est estimé actuellement à plus de 1 632 km. Par ailleurs, la direction de la SDO

d'Es Sénia a initié, cette semaine, des travaux de raccordement de 340 logements sociaux des communes de Boufatis et Braya au gaz de ville sur un réseau de 18 km.

F. T./APS

Tiaret /Reliant les communes de Meghila et Ammari 350 millions DA pour la réhabilitation du CW 1

La wilaya de Tiaret a bénéficié d'une enveloppe de 350 millions DA pour la réhabilitation du chemin de wilaya (CW 1) dans son tronçon reliant les communes de Meghila et Ammari (wilaya de Tissemsilt), a-t-on appris auprès des services de la wilaya. La dotation financière a été allouée par le ministère des

Travaux publics et des Transports pour rénover le tronçon de 8 kilomètres, qui se trouve dans un état de dégradation avancée, a-t-on indiqué. La réhabilitation du tronçon du CW 1, reliant la commune de Rahouia à l'ouest et la commune de Ammari à l'est, passant par les communes de Sidi Ali Melal, Tida, Seb et

M'ghila, obéit à des objectifs stratégiques, dont le raccordement des wilayas de Relizane, Tiaret et Tissemsilt via les routes nationales RN 14 et RN 23. L'ouverture de cet axe routier contribuera au désenclavement des régions traversées par le chemin de wilaya.

R. R.

Sahara occidental

Le pillage des ressources sahraouies doit cesser

■ Le pillage des ressources naturelles du Sahara occidental, «doit cesser», a insisté depuis Tifariti (territoire sahraoui libéré), l'ambassadeur du Zimbabwe à Alger, Vusumuzi Ntonga, interpellant la communauté internationale à «agir rapidement».

Par Fella Y.

Dans une déclaration à l'APS, à l'issue de la plénière du 15^e Congrès du Front Polisario qui se tient du 19 au 23 décembre à Tifariti, M. Ntonga a appelé la communauté internationale à «agir rapidement afin que le peuple sahraoui puisse profiter pleinement de ses richesses naturelles», et faire pression sur Rabat afin de mettre un terme au pillage des ressources de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Il a réitéré la position ferme de Luanda sur la question sahraouie, qui consiste à appuyer le droit des sahraouis jusqu'à la concrétisation de leur droit à l'autodétermination, et la tenue d'un référendum. Le diplomate zimbabwéen, a assuré que le peuple du Zimbabwe, «insiste sur l'indépendance de la dernière colonie en Afrique», se disant «honoré» de s'exprimer depuis une zone sahraouie libérée, et également d'avoir pris part au Congrès du Polisario. Dans une déclaration à l'APS en marge d'une rencontre de solidarité avec la question sahraouie organisée en novembre à Alger, par l'Organisation nationale des enfants de chouhada (ONEC), l'ambassadeur du Zimbabwe avait évoqué la dernière décision 2494 du Conseil de sécurité portant prorogation d'une année du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), qui «a estompé les espoirs du peuple sahraoui». Le Zimbabwe, compte parmi les 41 pays qui ont réitéré leur soutien au Sahara Occidental, lors de la dernière session de la 4^e commission de l'ONU chargée des questions de décolonisation, tenue à New York du 10 au 18 octobre dernier. Le 15^e Congrès du Front Polisario qui sera sanctionné par l'élection d'une nouvelle direction du Front Polisario, est présenté comme une importante échéance nationale pour procéder à l'évaluation de la situation au Sahara occidental et

tracer une feuille de route afin de coordonner les actions de la lutte, selon le représentant du Polisario en France, Oubbi Boucheraya El Bachir.

L'Espagne et l'UE ne doivent plus continuer à ignorer la cause sahraouie

Le Coordinateur à la sous-commission des droits de l'Homme au sein du Parlement européen, Miguel Urban Crespo, a exhorté dimanche à Tifariti (Territoire sahraoui libéré) le gouvernement espagnol et l'UE à ne plus continuer à ignorer la situation actuelle de la cause sahraouie. M. Miguel a indiqué dans une déclaration à l'APS, que l'Espagne et l'Union Européenne qui se sont montrés à plusieurs fois «indifférents et complices du royaume du Maroc» vis-à-vis de la question du Sahara Occidental, ne doivent plus continuer à ignorer la situation du peuple sahraoui et ne plus perdre de temps, estimant que «l'Espagne, qui a jusqu'à présent fait partie du problème, peut devenir partie de la solution et contribuer efficacement à la solution». «Plusieurs fois, a-t-il déploré, ce sont les intérêts économiques qui ont prévalu sur la question du droit et du respect des droits légitimes du peuple sahraoui». Pour M. Miguel, également vice-président de l'Intergroupe sur le Sahara occidental, récemment approuvé par le Parlement Européen, «il serait fondamental que l'Intergroupe agisse au niveau du Parlement européen pour faire prévaloir la non-reconnaissance de l'exploitation du territoire du Sahara occidental à travers des accords illégaux», estimant que «ce sera une des tâches prioritaires que s'assignent cette plateforme». A ce sujet, et au terme des accords d'association entre le royaume du Maroc et l'UE, le Parlementaire européen a rappelé l'article 2 qui stipule, la nécessité de respecter les droits de l'Homme, qui «ne sont toutefois pas respectés par le royaume,



qui ne respecte même pas les droits de son propre peuple», a constaté le vice-président de la Gauche à la législature européenne. «Ce qui nous emmène à dire, a-t-il poursuivi, que l'UE ne doit pas continuer de regarder de l'autre côté, et fermer les yeux sur ses relations avec le Maroc». Enfin et en sa qualité de Coordinateur à la sous-commission des droits de l'Homme, Miguel Urban, a fait part aussi du constat des membres de son Intergroupe, lié aux violations en permanence, des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés. Il a fait savoir à ce sujet, qu'une visite de membres du Parlement Européen sera bientôt organisée par son Intergroupe sur le Sahara occidental vers les territoires sahraouis occupés et ce, sur la base du calendrier du Parlement européen. «Nous voudrions cette fois-ci que le Maroc ne nous empêche pas. S'il nous empêche, cela veut dire qu'il a quelque chose à dissimuler à la Communauté internationale», a-t-il conclu. Composé de quelque 120 députés de cette législature,

l'Intergroupe a récemment été approuvé par le Parlement européen, en vue de «respecter et reconnaître la décision du tribunal européen» en ce qui l'accord commercial et de pêche liant le Maroc et l'UE, a-t-il souligné, se félicitant d'avoir eu l'occasion d'exprimer sa solidarité depuis les terres d'un territoire libre du Sahara occidental, en l'occurrence, la région de Tifariti.

Podemos se tient aux côtés du peuple sahraoui jusqu'à l'indépendance

L'eurodéputé espagnol de Podemos, Miguel Urban Crespo, a réaffirmé la position de son parti de continuer à soutenir le peuple sahraoui sans condition jusqu'à l'indépendance, soulignant que le prochain gouvernement espagnol ne pourrait plus faire office de lobby pour le Maroc. «Nous continuerons à soutenir notre frère, le peuple sahraoui, jusqu'à ce qu'il atteigne l'indépendance», a déclaré Urban, lors de son discours au 15^e Congrès du Front

Polisario. Le politicien espagnol a dénoncé les graves violations des droits de l'Homme commises dans les territoires occupés du Sahara occidental contre les civils sahraouis sans défense. Urban a déclaré que «le prochain gouvernement espagnol ne pourrait plus faire office de lobby pour le Maroc». «Nous ne pouvons pas permettre qu'il y ait encore un gouvernement en Espagne qui agit comme un lobby pour les intérêts du Maroc et ignore le droit légitime du peuple sahraoui à l'autodétermination», a-t-il ajouté. «Il y aura un gouvernement progressiste en Espagne, un gouvernement qui veillera sur les droits des Sahraouis», a soutenu l'eurodéputé espagnol de Podemos. Et d'ajouter: «Nous ne sommes pas contre le peuple marocain, nous sommes contre son régime autoritaire». «Nous continuons à travailler sans relâche au Parlement européen à Bruxelles pour réactiver l'article 2 des accords commerciaux illégaux Maroc-UE», a également souligné M. Urban.

F. Y./APS

Tunisie

Le nouveau gouvernement sera connu au courant de la semaine prochaine

Le Chef du gouvernement désigné, Habib Jemli, a promis que «la Tunisie aura un nouveau gouvernement au courant de la semaine prochaine», rapportent des sources médiatiques locales. S'exprimant devant la presse à Dar Dhiafa à Carthage, M. Jemli a indiqué qu'«il dévoilera sa position à propos des décisions officielles annoncées par les quatre partis (Ennahdha, le courant démocrate, Echaab et

Tahyia Tounes) concernés par la formation d'une coalition gouvernementale, dans une conférence de presse qui se tiendra ultérieurement». Au sujet de la composition du gouvernement, il a fait savoir que «plusieurs scénarios ont été préparés concernant la composition du prochain gouvernement». Des sources informées ayant assisté aux réunions des conseils nationaux du Courant démocrate et du mouvement

Echaab avaient déclaré, aux médias, que ces deux partis ont décidé de ne pas participer au gouvernement de Habib Jemli, après avoir assisté aux réunions de vendredi et samedi dernier, en présence du président du mouvement Ennahdha, Rached Ghannouchi et le président du parti Tahyia Tounes. Le Chef du gouvernement désigné, Habib Jemli a déclaré, samedi, que sa réunion avec les représentants

des partis Ennahdha, le courant démocrate, Echaab et Tahyia Tounes, avait permis de progresser dans les concertations et de se mettre d'accord sur tous les points, signalant que «la composition du prochain gouvernement sera annoncée, probablement la semaine prochaine». Dans une déclaration de presse à l'issue d'une réunion de près de trois heures, M. Jemli a précisé que les quatre partis devaient consul-

ter, leurs structures avant de proposer des noms lundi prochain, lors d'une nouvelle réunion consacrée aux candidatures pour les postes ministériels. Sur un autre plan, Il a ajouté que près de la moitié des membres du prochain gouvernement seront des indépendants, mettant en avant son droit de veto contre un candidat.

Sabiha O./R. M.



Irak

Manifestations et routes coupées, la classe politique dans l'impasse

■ Les manifestants durcissaient leur mobilisation hier en Irak face à des autorités paralysées, entre pression des partis pro-Iran et incapacité à renouveler le sérail politique dans l'un des pays les plus corrompus au monde.

Par Rosa C.

De nouveau, la place Tahrir de Bagdad se remplit de manifestants et de banderoles où s'étalent de grands portraits des candidats au poste de Premier ministre barrés d'une croix rouge. De nouveau également, les principales routes et avenues du sud du pays sont bloquées, de même que les écoles, universités et administrations. La désobéissance civile, qui avait faibli ces dernières semaines sous les coups de butoir des assassinats, attentats et autres enlèvements de militants, repart de plus belle.

Pour les manifestants, c'est tout le système installé en 2003 par les Américains pour remplacer Saddam Hussein et désormais noyauté par les Iraniens qui doit être mis à bas. Le gouvernement a démissionné il y a maintenant près d'un mois, mais ils veulent toujours en finir avec le système de répartition des postes selon les ethnies et les confessions, avec l'influence de l'Iran qui n'a cessé de grandir et surtout avec la corruption qui, en 16 ans, a englouti plus de la moitié des revenus du pétrole et l'équivalent de deux fois le PIB d'un des pays les plus riches en or noir du monde. Face à eux, la classe

politique tente de s'accorder sur le nom d'un nouveau Premier ministre. Incapable de trouver un consensus – ou même une majorité parlementaire pour mener le changement – elle joue désormais la montre. Elle a dépassé le délai constitutionnel mais continue de négocier les noms de candidats, tous issus du sérail et donc refusés par principe par la rue. Paralysés pendant plusieurs jours par l'intransigeance des pro-Iran, les politiciens reprenaient hier de nouvelles négociations. Le parti sunnite du chef du Parlement Mohammed al-Halboussi a annoncé avoir lâché le ministre démissionnaire de l'Enseignement supérieur, Qoussaï al-Souheil, appelant ses alliés pro-Iran à proposer un nouveau nom. Aussitôt, alors qu'a émergé celui d'Assaad al-Aïdani, gouverneur de Bassora issu d'un parti pro-Iran, sa province pétrolière du sud s'est soulevée. Des manifestants ont bloqué les routes menant aux ports, notamment d'Oum Qasr, vital pour les importations, a constaté un correspondant de l'AFP. «Toutes les heures, les partis nous sortent un nouveau candidat. Mais nous, on veut un indépendant», s'emporte un jeune manifestant devant des pneus en feu sur une des routes de la province de Bassora. «On est prêts à faire durer la grève générale un jour, deux jours, trois jours... même cent ans s'il le faut», poursuit-il, le visage emmitoufflé dans



un foulard pour ne pas respirer l'épais nuage de fumée noire. Toujours dans le sud, les routes sont coupées à Nassiriya, Diwaniya, al-Hilla, Kout et dans la ville sainte chiite de Najaf, tandis que des piquets de grève empêchent les fonctionnaires de rejoindre leurs postes et bloquent les portes des écoles. Car après «tant de sacrifices» – près de 460 morts et 25 000 blessés dans la répression par les forces de l'ordre – les manifestants le

répètent à l'envi, ils ne rentreront pas chez eux avant que «tous les objectifs soient atteints». Ils ne veulent rien de moins qu'une nouvelle Constitution, une nouvelle loi électorale et le renouvellement complet d'une classe politique qu'ils accusent d'être «corrompue», «incompétente» et de refuser de céder la place à la jeunesse – majoritaire dans le pays mais aussi deux fois plus touchée par le chômage.

R. C.



Commentaire

Constance

Par Fouzia Mahmoudi

Ségolène Royal, incapable depuis sa défaite à l'élection présidentielle de 2007 de se reconstruire une base, n'a pu tenter sa chance pour remporter l'Élysée. Depuis 2007 ses engagements politiques se sont également fait parfois un peu difficiles à comprendre, tant l'ex-candidate socialiste à la présidentielle s'est montrée peu consistante dans ses prises de position et dans ses soutiens politiques. Ségolène Royal qui était depuis des décennies un pilier du parti socialiste a en effet quitté le parti et n'hésite pas à montrer un temps des signes de ralliement à Macron bien qu'elle ne prenne finalement pas position. Après l'élection à l'Élysée d'Emmanuel Macron, alors que l'hypothèse de sa reconduction dans ses fonctions ministérielles est évoquée, elle est remplacée par Nicolas Hulot. Elle affirme que Macron lui a confié ne pas pouvoir la maintenir en poste «compte tenu des équilibres politiques», et déclare qu'elle «mettra ses compétences au service du combat climatique et au service de ce gouvernement». Aux élections législatives de 2017, elle indique avoir voté dans la deuxième circonscription des Deux-Sèvres pour la candidate La République en marche face à son ancienne collègue du PS, Delphine Batho. Mais aujourd'hui elle change une fois encore de discours et égratigne le président français, dont elle est pourtant l'ambassadrice chargée de la négociation internationale pour les pôles arctique et antarctique. En cause l'annonce de Macron concernant sa décision de renoncer à l'indemnité mensuelle que touchent à vie les anciens présidents (6 220 euros brut par mois, un très avantageux régime spécial). «La vraie question, c'est de savoir s'il renonce à retourner après l'Élysée dans le monde du business mondialisé avec les énormes retraites chapeaux qui vont avec et dont les montants sont sans commune mesure», a immédiatement réagit sur Twitter l'ancienne ministre de l'Écologie. Dans la majorité présidentielle, l'attitude de l'ambassadrice, qui semble prendre plaisir à cribler le président de flèches bien que celui-ci l'ait nommée, excède les plus tolérants, qui s'agacent de l'entendre exiger le retrait pur et simple d'une réforme des retraites «mal préparée». «Tous ceux qui aiment la France ne reconnaissent plus notre pays. Il est temps que l'ordre juste revienne», assénait-elle le 19 décembre sur Franceinfo. «C'est effectivement de la démagogie pure», constate le politologue Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos. «Elle vise un électorat très à gauche en réactivant le spectre d'une élite mondialisée qui s'en mettrait plein les poches, incarnée par Emmanuel Macron.» Chaque sortie est suivie d'un net frémissement dans les sondages : elle est la personnalité qui progresse le plus dans les sondages, gagnant 6 points d'opinions positives et bondissant de la 18^e à la 9^e place. «Elle conserve une popularité indéniable à gauche, analyse Brice Teinturier, car elle jouit encore d'une aura de prestige liée à ses précédentes fonctions, et elle a ce côté cash qui plaît à cet électorat. Le déficit de personnalités capables d'incarner un quelconque espoir la sert également.» Néanmoins, l'ambassadrice sera-t-elle capable de transformer ce soutien en voix dans les urnes, rien n'est moins sûr alors que la gauche traditionnelle n'a plus le vent en poupe. Si Royal se déclare désormais être sans étiquette (SE) politique, il sera très difficile pour les Français de la dissocier du PS et de toutes les erreurs qui sont reprochées à ce parti, aujourd'hui mourant. F. M.

Affaire Khashoggi

Un verdict décrié dans le monde, sauf à Washington

Le verdict exonérant de proches conseillers du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane dans le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi a été largement décrié comme une parodie de justice dans le monde, à l'exception notable de Washington. Cinq personnes ont été condamnées à mort et trois autres à des peines de prison totalisant 24 ans pour l'assassinat du chroniqueur de Washington Post en octobre 2018 dans le consulat de son pays à Istanbul. Critique du régime saoudien après en avoir été proche, le journaliste a été étranglé et son corps découpé en morceaux par une équipe de 15 hommes venus de Ryad, selon les responsables turcs. Ses restes n'ont jamais été retrouvés. Le verdict communiqué lundi marque une volonté de Ryad de tourner la page de l'une de ses pires crises diplomatiques, qui a terni l'image du prince héritier, soupçonné d'avoir commandité le meurtre, et mis sous les projecteurs le bilan du royaume en matière de droits humains. Cependant, l'affaire risque de rester un casse-tête pour l'Arabie saoudite alors même qu'elle

cherche à redorer son blason avant le sommet du G20 de l'an prochain à Ryad. Contrastant avec la vague de condamnations, un haut responsable américain a déclaré lundi que les verdicts rendus par Ryad constituaient «un pas important pour faire payer tous ceux qui sont responsables de ce crime terrible». «Nous avons encouragé l'Arabie saoudite à engager un processus judiciaire juste et transparent et nous continuerons à le faire», a-t-il ajouté, se contentant de demander encore «plus de transparence» à ce proche allié de l'administration de Donald Trump. Après avoir donné plusieurs versions du meurtre, les autorités de Ryad avaient admis qu'il avait été commis par des agents saoudiens ayant agi seuls et sans ordre de hauts dirigeants. Agnès Callamard, rapporteure spéciale de l'ONU sur les exécutions sommaires, a affirmé que le meurtre était «une exécution extrajudiciaire» dont l'Arabie saoudite était «responsable». Auteure d'un rapport accablant sur les liens du prince héritier avec ce crime, l'experte française a poursuivi: «Bilan: les

hommes de main sont coupables, condamnés à mort. Les têtes pensantes sont non seulement libres, mais n'ont presque pas été touchées par l'enquête et le tribunal. C'est un parodie». Le tribunal de Ryad n'a retenu aucune accusation contre Saoud al-Qahtani, un proche conseiller du prince héritier, alors que l'ancien numéro deux du renseignement, le général Ahmed al-Assiri, a été acquitté. Ces deux hommes étaient pourtant considérés comme les principaux suspects du meurtre. Des responsables turcs ont, à plusieurs reprises, affirmé que l'ordre de tuer le journaliste avait été donné par le cercle rapproché du prince ben Salmane. Aux États-Unis, le verdict a été critiqué par certains élus. «Toute amélioration sérieuse de nos relations bilatérales exige justice et responsabilité», a dit le sénateur Angus King. Des sources proches du dossier ont indiqué que beaucoup des accusés avaient affirmé avoir exécuté les ordres du général Assiri, le décrivant comme le «chef de file» de l'opération. Les condamnés peuvent faire appel.

Mila/Patrimoine

Récupération cette année de 780 biens culturels

■ Au total, 782 biens culturels, pour la plupart des pièces de monnaie anciennes, ont été récupérés depuis début 2019 et transmis aux services de la direction locale de la culture.

Par Adéla S.

Selon le chef de service du patrimoine culturel de cette même direction, Lazghad Chiaba, la récupération de ces biens culturels a eu lieu à la faveur d'opérations d'«*envergure*» menées par les services de sécurité de la wilaya dans le cadre de la protection du patrimoine culturel, ayant permis de déjouer de nombreuses tentatives de vente illégale de ces biens qui représentent, précise-t-il, «*une importance historique et archéologique*».

Il a également déclaré que 8 opérations ont été effectuées à cet égard, à partir du mois de janvier dernier jusqu'à la semaine dernière de ce mois de décembre, au cours de laquelle les services concernés ont procédé à la récupération de 17 pièces d'or datant de la période ottomane.

Les biens culturels récupérés sont variés, a-t-il affirmé, et représentent en majorité des pièces de monnaie datant de la période numide jusqu'à l'empire ottoman, ainsi que 3 lampes à huile en poterie, un manuscrit, une bague et 3 statuettes, en plus de pièces de monnaie en cuivre, argent et autres métaux précieux (or).

M. Chiaba a qualifié, en outre, la quantité des biens saisis par les services de sécurité de la wilaya depuis le début de l'année

d'«*importante*», même s'il elle reste inférieure à celle saisie en 2018, estimée à 4 451 biens culturels, dont 4 413 pièces de monnaie anciennes, mais également inférieure à celle de 2017, durant laquelle 2 082 pièces, dont une majorité de pièces de monnaie ont été récupérées grâce aux efforts déployés par les services de sécurité et la gendarmerie nationale pour protéger le patrimoine national.

Les biens culturels récupérés au cours de l'année 2019 sont



considérés comme étant de grande «*qualité*», comme le cas de pièces archéologiques en or remontant aux périodes numide

et romaine, a-t-il indiqué.

Pour rappel, 4 sites archéologiques ont été découverts sur le territoire de la wilaya durant l'an-

née en cours et concernent 3 cimetières et un site ancien datant de l'antiquité.

A. S./APS

Elargissement aux annexes de la bibliothèque principale

Chlef : manifestation «Mon livre, mon compagnon durant mes vacances»

La 5^e édition de la manifestation «Mon livre, mon compagnon durant mes vacances», a été ouverte, lundi à la bibliothèque principale de lecture publique de Chlef, avec son élargissement, pour la première fois, aux annexes de cet établissement culturel, a-t-on appris auprès des organisateurs. «*Cette 5^e édition du genre a été élargie pour la première fois, aux trois annexes de la bibliothèque principale de lecture publique, sises respectivement dans les communes de Chettia (nord de Chlef), El Karimia (à l'Est) et Chlef*», a indiqué, à l'APS, le directeur de cet établissement, Mohamed Guemoumia.

Ajoutant que l'initiative vise à «*cibler le maximum d'enfants possible, eu égard aux difficultés exprimées par nombre d'enfants pour se déplacer jusqu'à la bibliothèque principale de lecture publique du chef lieu de wilaya*», a-t-il souligné. Le responsable a fait

part d'efforts consentis, en vue de l'«*ouverture d'autres annexes à travers l'ensemble des communes de la wilaya*», en vue, a-t-il dit, de «*consacrer le fait culturel au niveau de ces structures et toucher le maximum d'enfants par ce type de manifestation visant l'ancrage de l'amour du livre et de la lecture chez les nouvelles générations*», a-t-il observé.

Cette nouvelle édition de «Mon livre, mon compagnon durant mes vacances», prévoit l'organisation de deux ateliers. Le premier en lecture et résumé de texte, visant l'émergence de talents en herbe en expression de texte et en prose, au moment où le 2^e atelier intitulé «*Je dessine mon pays*» a pour objectif de laisser libre court à l'imaginaire des enfants pour exprimer leur amour de l'Algérie. Les deux ateliers sont prévus en matinée (de 10h00 à 13h00), tandis que les après midis seront consacrés à l'animation de spectacles

de clowns et de pièces théâtrales, notamment.

De nombreux parents présents à la première journée de cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 26 du mois en cours, ont salué l'organisation de cette activité visant, «*l'ancrage de l'amour du livre chez nos enfants, et réduire un tant soit peu l'impact négatif des nouvelles technologies, sur eux*», ont-ils assuré. Parmi eux, Ahmed, qui s'est d'abord félicité de la coïncidence de cette manifestation avec les vacances d'hivers, avant de souligner sa contribution «*à garder l'enfant en contact avec l'ambiance scolaire, tout en lui offrant matière à détente et distraction*». Il a, également, salué la généralisation de cette initiative aux annexes de la bibliothèque principale de lecture publique.

Racim C.

Etats-Unis

Le musée du journalisme de Washington ferme ses portes

Le Newseum, un musée consacré au journalisme, situé entre la Maison-Blanche et le Capitole à Washington, a fermé ses portes en raison de problèmes financiers, rapportent des médias américains.

Connu pour sa collection de Unes de journaux du monde entier et ses expositions sur les événements du 11-Septembre ou la chute du mur de Berlin, l'établissement a annoncé début 2019 qu'il vendait son immense bâtiment. Situé sur la célèbre Pennsylvania Avenue à Washington, il était cédé pour 372,5 millions de dollars à l'université Johns Hopkins.

Le Freedom Forum, une association à but non lucratif, créée par le fondateur du quotidien national USA Today et qui gère le Newseum, a annoncé qu'il allait continuer sa mission d'éducation du public. Sans préciser si le musée allait trouver un nouveau bâtiment pour abriter sa collection.

«*Le futur du Newseum est pour l'instant incertain*», dit sa

porte-parole Sonya Gavankar. «*Cela va nous prendre au moins six mois pour désinstaller les expositions et les stocker dans nos archives. Une fois cette étape terminée, nous verrons ce que nous réserve l'avenir*».

Le premier Newseum a ouvert en 1997 à Arlington, dans la banlieue de Washington, avant de déménager en 2008 dans le cœur historique de la capitale

américaine, avec vue imprenable sur le Congrès et le «National Mall», l'avenue monumentale qui traverse la ville.

Malgré 10 millions de visiteurs en deux décennies, ce musée du journalisme, aux expositions très didactiques pour tenter de toucher un public le plus large possible, n'a pas survécu à la crise des médias. Des milliers de journaux américains ont fermé ces

dernières années, faute de financements suffisants et à cause de la révolution numérique. Le Newseum est en outre payant, alors que les plus grands musées de la capitale fédérale sont gratuits.

Selon le Pew Research Center, un institut indépendant, le nombre de journalistes a chuté d'un quart au cours de la décennie. La baisse de moyens

s'est conjuguée à une érosion de la confiance en les médias.

D'après un sondage de l'institut Gallup publié en septembre, seulement 40% des Américains ont une confiance «*grande*» ou «*correcte*» dans les journaux, la télévision ou la radio. Dans les années 1970, ils étaient plus de 70%.

R. C.

France

Interdiction d'exporter un tableau de Cimabue vendu pour 24 millions d'euros

Le ministère français de la Culture a annoncé lundi l'interdiction d'exporter un chef-d'œuvre très rare du peintre italien Cimabue, vendu aux enchères en octobre pour plus de 24 millions d'euros, afin de permettre son achat pour les collections nationales françaises. Le tableau, «*Le Christ moqué*», avait été retrouvé par hasard, au cours d'un déménagement, dans la maison d'une dame âgée à Compiègne. C'était la première fois qu'un tableau de Cimabue (1240-1302), une des plus grandes figures

de la Pré-Renaissance italienne, était mis aux enchères depuis des dizaines d'années.

Adjugé à plus de 24 millions, frais compris, il était devenu le tableau primitif le plus cher en vente publique dans le monde.

Mais dans un communiqué lundi, le ministère de la Culture a indiqué que, «*à la suite de l'avis de la Commission consultative des trésors nationaux, le ministre de la Culture a signé l'arrêté refusant le certificat d'exportation*». L'identité de l'acheteur n'avait pas été dévoilée après la vente, mais selon des

information de presse, il aurait été acheté pour la collection privée Alana, appartenant à un couple de collectionneurs chiliens installé aux Etats-Unis et spécialisée dans l'art de la Renaissance italienne.

La décision ministérielle ouvre «*une période de trente mois (...) qui sera mise à profit pour réunir les fonds nécessaires à la réalisation d'une acquisition au bénéfice des collections nationales publiques*», précise le communiqué.

Amine Y.



Ligue 1 (sanctions) Le CSC et l'USB écopent du huis clos

LE CS CONSTANTINE et l'US Biskra, pensionnaires de la Ligue 1, ont écopé chacun d'un match à huis clos pour «jets de projectiles sur le terrain», a annoncé lundi la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Outre cette sanction, les deux clubs devront s'acquitter d'une amende de 200 000 dinars, précise la même source. De son côté, le défenseur ivoirien du MC Oran, Vivien Assie Koua, expulsé lors du match nul décroché à Alger face au CR Belouizdad (1-1) dans le cadre de la 15e journée, a écopé de deux matchs de

suspension ferme pour «faute grave». En revanche, les joueurs Samer Hamzaoui (US Biskra), Hani Gasmi (NC Magra), Nacreddine Zaâlani (CS Constantine), Ayoub Azzi (MC Alger), et Mounir Aïchi (USM Bel-Abbès), ont écopé chacun d'un match de suspension ferme, plus une amende de 30 000 dinars pour «contestation de décision». En Ligue 2, la même sanction a été infligée à Belkacem Remache (AS Khroub), Billel Bouldieb (MO Béjaïa), et Youcef Kamel Messaoudi (WA Tlemcen).

DCGF

La tournée au niveau des clubs de L 1 terminée

LA DIRECTION de contrôle et de gestion des finances des clubs professionnels (DCGF) a achevé lundi la tournée qu'elle a effectuée auprès des 16 clubs de la Ligue 1 professionnelle du 8 au 23 décembre 2019, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF). Cette mission de terrain a emmené les membres de la DCGF, présidée par Réda Abdouch, au niveau desdits clubs afin d'apprécier de plus près les conditions de travail, l'organisation administrative mise en place et le niveau de gestion et de management de

ces entités, précise l'instance fédérale sur son site officiel. Cette mission s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de travail, validé par le bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF) du 25 novembre 2019. A l'issue de cette tournée, un rapport sera établi et transmis au Bureau fédéral de la FAF avant d'entamer la troisième phase de ce travail dont le contenu sera porté à la connaissance des acteurs du football et de l'opinion sportive, conclut la même source.

Natation / Meeting francilly (grand bassin)

Record d'Algérie du 200 m dos pour Imène Zitouni

LA NAGEUSE algérienne Imène Zitouni a battu le record d'Algérie du 200m dos en grand bassin (50m), lors des épreuves du meeting francilly disputées du 20 au 22 décembre à Paris (France). La sociétaire du club de Sarcelles, qui a pris la 5e place de la finale du 200m dos, a réalisé un chrono de (2:23.67), alors que la victoire est revenue à la Française Laurine Delhomme (2:19.60). Avec ce chrono, Zitouni (15 ans) a amélioré de 5 dixième l'ancien record d'Algérie détenu par Sara Tahaoui (2:23.73). Dans une déclaration, l'entraîneur de la jeune nageuse du GSP, Mohamed Galdem, a assuré que ce record était l'objectif de Zitouni durant cette saison. «L'accident de la route dont elle a été victime en décembre 2018

a freiné sa progression. Ce record obtenu en ce début de saison est de bon augure pour la suite de son parcours», a-t-il déclaré. Concernant les futurs objectifs de Zitouni, Galdem a indiqué que la nageuse algérienne ambitionne de jouer les premiers rôles à l'Open d'hiver prévu en janvier 2020, ainsi qu'aux Championnats maghrébins des jeunes catégories prévus en avril 2020 en Algérie. «Nous visons également une qualification pour les Championnats d'Afrique "Open" 2020 prévus en Afrique du Sud le même mois», a-t-il ajouté. Pour rappel, Imène Zitouni avait été victime d'un accident de la route à Alger en décembre 2018 qui l'a éloigné des bassins plus d'une année à cause de graves blessures à la tête.

Cross-country/Championnat arabe de la police (6 km par équipes)

L'ASSN remporte l'argent

L'ASSOCIATION sportive de la Sûreté nationale (ASSN) a décroché la médaille d'argent de la spécialité 6 km par équipes des Championnats arabes de cross-country, organisés lundi sur le circuit de l'Académie «Aspire» à Doha (Qatar). La sélection algérienne, composée de cinq coureurs, a pris la 2e place de la spécialité 6 km par équipes, alors que la médaille d'or est revenue à l'Union sportive qatarie de la police. Chez les dames, le Qatar a remporté la

médaille d'or devant la Tunisie, alors que la 3e place est revenue aux représentants de la Jordanie. Cinq coureurs de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) ont pris part au Championnat arabe de cross-country, un rendez-vous qui a vu la participation des représentants de 15 pays arabes. En marge de la compétition, la capitale du Qatar a accueilli la 44e assemblée générale de l'Union arabe sportive de la police.

USM Alger Les Rouge et Noir préparent la LDC

■ L'USM Alger a repris le chemin des entraînements pour préparer le prochain match de Ligue des champions d'Afrique face à la formation sud-africaine de Mamelodie Sundowns qui se joue samedi prochain au stade Mustapha-Tchaker de Blida.



Les Usmistes souhaitent l'emporter face aux Sud-africains

Par Mahfoud M.

Les Rouge et Noir qui restent sur un défaite en championnat face à l'USM Bel-Abbès souhaitent se reprendre au plus vite et engranger trois autres points qui leur permettraient de rester en tête pour décrocher le billet qualificatif aux quarts de finale de cette compétition africaine. Le coach de l'USMA, Bilel Dziri travaille donc le côté psychologique pour tenter de remobiliser ses troupes et la préparer pour cet important match face à une redoutable équipe qui a pour habitude de jouer les premiers rôles en Ligue

des champions. Il souhaite donc que tous les joueurs soient prêts pour cette rencontre. Il n'est pas question de laisser filer d'autres points dans la course à la qualification sachant qu'il faudra se donner à fond pour réussir un meilleur parcours. Les joueurs, de leur côté, savent ce qui les attend et sont conscients du fait qu'il faudra se donner à fond pour essayer de réussir un meilleur parcours en compétition africaine. Il faudra donc exploiter le fait de jouer à Blida pour tenter de prendre les trois points qui restent très importants même si cela ne sera pas facile étant donné qu'il s'agit du leader du groupe

qui viendra pour défendre son statut et rester aux commandes. La Ligue des champions reste une priorité pour le club surtout qu'elle réserve une grosse récompense au vainqueur et qui atténuera certainement la crise financière que vit le club depuis l'emprisonnement de son propriétaire, Ali Haddad. Aussi, le coach usmiste souhaite que son équipe se reprenne après la défaite en championnat qui a contrarié ses plans d'autant plus qu'elle est venue face à une équipe qui n'est pas au mieux de sa forme et qui a enregistré des résultats négatifs récemment.

M. M.

Olympiacos Le Pirée

Soudani out pour deux semaines

Lattaquant international algérien de l'Olympiacos (Div.1 grecque de football) Hilal Soudani, victime d'une blessure musculaire, devra s'éloigner des terrains pendant deux semaines, rapportent lundi les médias locaux. Le joueur algérien (32 ans) a contracté cette blessure dimanche, lors du match nul décroché en déplacement face à Volos Nps (0-0), dans le cadre de la 16e journée du championnat. Il a cédé sa place peu avant la pause (45') à Guerrero. Un

point qui permet à l'Olympiacos de s'emparer du fauteuil de leader avec 38 points, à une longueur de son poursuivant direct PAOK Salonique, ce dernier compte un match en moins. Il s'agit d'un vrai coup de frein pour Soudani qui restait sur sa lancée, avec un bilan de six buts et 5 passes décisives en 14 matchs, parvenant à revenir à trois buts du meilleur artificier de «Super League» le Marocain Youssef El-Arabi (9 buts). Gravement touché au genou, Soudani a retrouvé la

compétition en août dernier, soit après plus de dix mois loin des terrains, à l'occasion de la réception d'Asteras Tripolis (1-0), dans le cadre de la journée inaugurale. Arrivé durant l'intersaison en Grèce en provenance de Nottingham Forest (Div.2 anglaise), il a rejoué en équipe nationale le 14 novembre dernier, lors de la réception de la Zambie (5-0) à Blida, dans le cadre de la 1re journée des qualifications de la CAN-2021, avec un but à la clé.

Ligue 1 française

Atal dans l'équipe-type de la phase aller

LE DEFENSEUR international algérien de l'OGC Nice, Youcef Atal, a été retenu dans l'équipe-type de la phase aller de la Ligue 1 française de football, publiée lundi par le magazine «France Football». Cette liste a été obtenue avec l'accumulation des différentes notes des joueurs. Le milieu de terrain d'origine congolaise Eduardo Camavinga (Stade Rennais), fraîchement naturalisé Français, a obtenu la meilleure note (6,25), devant l'attaquant brésilien du Paris SG Neymar Jr (6,20). Atal a obtenu quant à lui la note de 5,55. L'ancien joueur du Paradou AC, victime en décembre d'une lésion méniscale, est à l'arrêt actuellement sa période d'indisponibi-

lité pourrait s'étaler jusqu'à 5 mois. Lors de la réception de Metz (4-1) le 7 décembre, pour le compte de la 17e journée de Ligue 1, Atal avait été contraint de quitter ses coéquipiers à la demi-heure de jeu, après s'être fait mal seul en tentant un dribble au niveau du point de corner avant de s'écrouler. Il avait été opéré avec succès dans une clinique lyonnaise. Atal (23 ans) avait été des grandes révélations de la saison 2018/2019 (6 buts), d'où l'intérêt notamment du Paris SG à vouloir l'enrôler dans ses rangs. Durant cette saison, il a disputé 13 matches en championnat avec à la clé 1 but et 1 passe décisive.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Regain d'intérêt pour les sorties pédestres de montagne

Les randonnées attirent de plus en plus de monde en Kabylie

PLUSIEURS circuits sont proposés aux amoureux des monts du Djurdjura. Ils viennent des différentes régions du pays en plus de ceux de la région. Les randonnées sont organisées par des amateurs, des établissements de jeunesse et des associations. L'Office des établissements de jeunesse (Odej) de Tizi Ouzou trace chaque année le programme annuel de ces randonnées qu'organisent les maisons et des auberges de jeunes des différentes localités. Plusieurs parcours sont proposés dans ces régions Bouzeguene, Ouadhias, Iferhounène, Akbil, Idjeur et autres sur plusieurs dizaines de kilomètres à la découverte de nombreux endroits. Les adhérents de ces établissements participent à ces randonnées pédestres durant les week-ends. Ces randonnées sont encadrées par des responsables de ces établissements ainsi que des guides de montagne. Les participants

sont de tout âge. D'autres collectifs associatifs organisent des randonnées sur d'autres circuits dans le Parc national du Djurdjura et autres sites naturels en Kabylie à la découverte du lac noir, le lac Agoulmim, Tamda Ousserghî, Tala Guilief, la grotte du macchabée et autres. Ce regain d'intérêt pour les visites des zones montagneuses doit être accompagné par un meilleur encadrement professionnel notamment avec l'implication des agences pour fournir ce service avec une meilleure qualité d'autant plus que plusieurs amoureux de la nature sont prêts à déboursier pour des visites guidées par des spécialistes. Les autorités chargées du tourisme sont interpellées pour apporter leur contribution au développement de cette activité touristique dans la région. Une activité qui peut contribuer à la création des postes d'emploi au profit des populations.

Hamid M.

Noël sous le signe de la contestation en France



Louis

Djalou@hotmail.com

Tébessa

Le directeur et des cadres de l'hôpital de Chréa sous contrôle judiciaire pour corruption

LE JUGE d'instruction près le tribunal de Chréa (45 km à l'ouest de Tébessa) a placé sous contrôle judiciaire le directeur de l'Établissement public hospitalier (EPH) de Chréa et plusieurs de ses cadres pour leur implication dans des affaires de corruption, a-t-on appris mardi de source judiciaire. Le juge d'instruction a entendu lundi soir pendant plusieurs heures les parties impliquées dans cette affaire avant d'ordonner de placer sous contrôle judiciaire le directeur et

dix actuels et anciens fonctionnaires de l'établissement sous les chefs d'inculpation «d'abus de fonction», «dilapidation et détournement de deniers publics», a-t-on indiqué de même source. Il a ordonné de placer sous mandat de dépôt l'intendant, le médecin surveillant et les deux directeurs de parc de l'établissement pour «faux et usage de faux», «négligence flagrante ayant conduit au détournement de deniers publics», a-t-on précisé. Les ser-

vices de la sûreté de daïra de Chréa avaient ouvert une enquête sur des affaires de détournement de deniers publics et de falsification de documents commerciaux au niveau de l'hôpital de Chréa. L'enquête a révélé le détournement de 3,3 millions DA lors de l'acquisition de pièces de rechange pour les véhicules de l'établissement, ainsi que des actes de négligence et de violation des procédures légales.

Salim Y.

Publicité

idoom Internet

Nouvelle
Tarification
d'Internet

Nouveau

4 Mb/s
~~3200 DA~~
2599 DA

8 Mb/s
~~5000 DA~~
3599 DA

La nouvelle tarification concerne les clients IDOOM ADSL et IDOOM FIBRE.

www.algeriatelecom.dz

